

### *Les subsides*

presque à l'âge de 40 ou 50 ans. Voilà comment les choses se passaient à cette époque. Quand dans ma circonscription je regarde autour de moi, je vois des jeunes de 19, 20 et 21 ans qui se marient et qui achètent des maisons dans le cadre du programme d'assistance à l'acquisition d'une maison.

Certains députés diront peut-être qu'à Toronto, à Vancouver et dans certaines autres grandes villes, cela est plutôt difficile, parce que le prix des maisons est très élevé dans ces grands centres, surtout celui des maisons individuelles. Je suis heureux d'informer les députés que dans ma région de Comox-Alberni, sur l'île de Vancouver, dans des villes comme Nanaimo, Port Alberni, Courtenay, Campbell River ou Port Hardy, nous réussissons à construire des maisons individuelles pour \$38,000 environ. Le député de Broadview (M. Gilbert), qui est absent en ce moment, nous a donné le prix de certaines maisons de Vancouver. Je n'ai pas de mal à croire qu'à Vancouver, le prix moyen d'une maison de trois chambres à coucher est de \$60,000 ou \$70,000.

Moi, je suis contre l'idée d'aller s'entasser dans trois ou quatre grands centres du Canada. Voyez Vancouver, cette ville ne peut plus s'étendre. L'occupation des sols est bloquée dans la vallée du Fraser, et la ville de Vancouver n'a plus de terrain pour s'étendre. C'est bien dommage. Ce n'est pas à la province ni au gouvernement fédéral de bloquer l'expansion, et personne ne le désire d'ailleurs. La ville est bornée par les montagnes d'un côté et par l'océan de l'autre. Forcément le prix du logement s'en ressent. La solution consisterait peut-être à stopper la concentration industrielle, commerciale et administrative à Vancouver. Ce qu'il faudrait peut-être, ce serait que l'administration, l'industrie se décentralisent, qu'elles aillent s'établir dans des endroits où les terrains sont moins chers et où il est possible de construire, plutôt que de laisser tout le monde venir s'entasser dans les grandes villes comme Vancouver et Toronto.

Au lieu de critiquer le gouvernement parce que le prix du logement augmente dans ces grandes villes, nous devrions, de concert avec les pouvoirs provinciaux et municipaux, préparer l'avenir, préparer la décentralisation. Cela décongestionnerait les grands centres comme la région torontoise.

Je pense qu'il faut faire appel à la raison. Combien de temps continuerons-nous encore à attirer à Toronto de nouveaux habitants, pour y faire monter le prix des terrains, quand il y a dans le nord de l'Ontario des endroits où l'on ne demanderait pas mieux que de recevoir de nouvelles industries. Ceux qui iraient s'y établir auraient de l'espace pour vivre, ils se rapprocheraient de la nature, ils pourraient aller chasser et pêcher aux environs. Je suis persuadé que dans ces régions, la criminalité serait moins élevée et la vie moins stressante. Sans compter que les taxes baisseraient en étant réparties sur un plus grand nombre d'habitants.

Il me semble évident qu'il faut rationaliser l'expansion de villes comme Vancouver, Montréal et Toronto. Avec tout le respect que je dois au député de Selkirk (M. Whiteway), je ne m'étais jamais rendu compte qu'il connaissait aussi bien la question des transports urbains, lui qui vient d'une région surtout rurale. Les gouvernements serviraient mieux le public si au lieu de se lancer dans des projets grandioses, à Toronto et à Vancouver, ils envisageaient sérieusement, dans l'intérêt même de ces régions, et peut-être même dans l'intérêt des provinces, de construire des maisons de meilleure qualité dans

[M. Anderson.]

les régions isolées, où les gens pourraient demeurer au lieu de tous converger vers les grands centres.

Prenons l'exemple de l'île de Vancouver. Il n'y a pas d'auto-route qui relie les agglomérations comme Port Hardy au reste de l'île. Dans cette région, la plupart des gens n'ont pas non plus de télévision, et pourtant, c'est là que se trouvent les plus grosses mines de cuivre de la Colombie-Britannique, ainsi que d'importantes fabriques de pâte à papier. Nous essayons de maintenir une population suffisante dans cette région, mais nous ne lui donnons aucun moyen de transport ou de communication, ensuite, nous décidons de dépenser des millions de dollars dans les grands centres urbains. A mon avis, il serait préférable d'améliorer certaines régions rurales. Si nous consacrons plus d'argent aux transports et aux communications dans les régions éloignées, nous n'aurions peut-être pas tant de problèmes dans les grandes villes et dans les centres urbains.

Je dirai quelques mots à présent de l'économie de l'énergie, et j'aimerais citer tout d'abord l'exemple de ma fille qui, mariée il y a quelques années à l'âge de 23 ans, a décidé avec son mari de s'acheter une maison. Lorsque j'avais 32 ou 33 ans, je m'estimais extrêmement privilégié de pouvoir m'acheter une maison à cet âge. Le jeune âge auquel ma fille a pu s'acheter une maison me montre à quel point nous sommes fortunés au Canada de pouvoir le faire. Bien entendu, vous voulez une maison qui vous permette d'avoir une famille, et ce n'est pas à 40, 50 ou à 60 ans qu'il vous la faut. Le PAAP à cet égard a beaucoup aidé les Canadiens.

Je me souviens que lorsque je me suis rendu en Europe pour la première fois, en 1974, à l'occasion de la Conférence du droit de la mer qui se tenait à Genève, j'ai été très surpris de constater que les banques de Genève n'accordaient pas de prêts hypothécaires. Pour s'acheter une maison là-bas, il faut payer comptant. J'ai demandé également le prix des maisons et j'ai appris à mon grand étonnement que ce qui dans ma circonscription coûterait normalement \$30,000 à \$40,000 coûte en Suisse l'équivalent, en francs suisses, de \$160,000. En Suisse les acheteurs de maison doivent payer comptant, car les banques de ce pays ne consentent pas de prêts hypothécaires. En Suisse, de même qu'en Allemagne et dans de nombreux autres pays européens on ne conçoit pas l'acquisition d'une propriété de la même façon que chez nous, on n'a pas d'espoir de posséder une maison. C'est uniquement dans des cas exceptionnels que certaines gens peuvent en faire l'acquisition. Nous, au Canada, nous considérons que c'est un droit.

Grâce au PAAP et à la politique du gouvernement de construire un million de nouvelles habitations au cours d'une période de cinq ans, nous avons aidé les acheteurs éventuels, spécialement les jeunes à faire l'acquisition d'une maison à un prix raisonnable. S'ils ont besoin d'aide, nous la leur fournissons sous forme de subventions. La même chose s'applique aux familles monoparentales. Avant la mise en œuvre du PAAP, un parent célibataire ne pouvait songer à acheter une maison unifamiliale. Maintenant, c'est possible grâce au PAAP. Je ne cherche pas à en tirer honneur. Je crois que ce sont les ministres, le gouvernement et les nombreuses personnes qui ont travaillé à ce programme pendant de nombreuses années qui méritent les louanges. C'est ça le progrès. D'après certains des commentaires que nous avons entendus ici aujourd'hui, on croirait que la plupart des Canadiens vivent dans des cavernes